

Questions orales

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je puis déclarer catégoriquement qu'il n'est pas question, dans le cadre de cet accord, que la Roumanie remette au Canada les déchets provenant de ses réacteurs nucléaires. La réponse est un non absolu et catégorique. Les Roumains devront s'occuper de leurs propres déchets radioactifs.

Cependant, je suis en mesure d'affirmer que les possibilités inhérentes à cette entreprise permettront de créer des milliers et des milliers d'emplois pour des Canadiens.

LA VENTE DE RÉACTEURS CANDU À L'ARGENTINE—L'ÉTAPE ATTEINTE DANS LA CONSTRUCTION DES RÉACTEURS

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je suppose que cette initiative en Europe orientale visait à procurer de nouveaux débouchés à notre technologie nucléaire.

Pourrais-je savoir ce qui en est de l'initiative que nous avons prise en Amérique du Sud il y a quelque temps, et plus précisément où en sont les choses en Argentine? Le premier réacteur est-il presque terminé? A-t-on résolu le malentendu qui a empêché jusqu'ici le Canada et l'Argentine de donner suite aux premières démarches de l'EACL en Argentine et même dans l'ensemble de l'Amérique du Sud.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répondu la semaine dernière à des questions sur ce point précis, et a expliqué où en étaient les discussions entre le Canada et l'Argentine.

Je crois que l'on peut dire à juste titre que ce réacteur respecte l'échéancier, à un ou deux mois près.

M. MacKay: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je signale au ministre que son collègue n'a pas donné de compte rendu détaillé de la situation et que ce qu'il vient déclarer ne correspond pas tout à fait à l'idée que se font ceux qui suivent cette question.

Pour répondre à ce qu'a demandé le député de Kingston et les Îles, j'aimerais que le ministre me dise si, compte tenu de sa récente initiative, son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, sera chargé de discuter de technologie nucléaire lorsqu'il visitera la République populaire de Chine, comme il l'a annoncé au début de l'année.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, le député sait fort bien que s'il veut adresser une question au ministre l'Industrie et du Commerce, il n'a qu'à le faire directement.

[Mlle MacDonald.]

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

LES VENTES DE GRAIN À LA CHINE

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Transports qui, est censé être aussi chargé de la Commission canadienne du blé, une question concernant l'annonce, faite hier, que les États-Unis avaient établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

Il semblerait que cela augmentera en général les perspectives commerciales des États-Unis, particulièrement en ce qui concerne la vente de céréales, puisque la Chine achètera éventuellement aux États-Unis de trois à six millions de tonnes de céréales de plus, qu'elle aurait autrement achetées au Canada.

Quelles mesures le ministre et le gouvernement entendent-ils prendre en vue d'augmenter nos moyens de transporter des céréales, des Prairies jusqu'à aux ports de la côte ouest? Si on n'améliore pas le réseau ferré, la Commission canadienne du blé restera dans l'impossibilité, où elle se trouve actuellement, de soumissionner pour obtenir des contrats supplémentaires avec la Chine.

● (1422)

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les possibilités de manutention du grain ont été étudiées la semaine dernière, dans le cadre d'une réunion du comité supérieur des transports et on est en train de prendre certaines mesures à ce sujet. Pour le moment, les élévateurs du port de Vancouver permettent d'entreposer 10 millions de boisseaux supplémentaires.

Le député sait bien que nous sommes décidés à assurer que l'on augmentera considérablement la capacité des installations d'entreposage de Prince-Rupert pour que l'on puisse y manutentionner beaucoup plus de grain d'ici le milieu des années quatre-vingt.

Je ne peux pas passer sous silence son allusion aux relations entre les États-Unis et la Chine, étant donné que la reconnaissance du gouvernement chinois par le Canada ne date pas d'hier. Je suis sûr que cela nous sera d'un grand secours dans la vente du blé à la Chine; par ailleurs, la Commission canadienne du blé veille à maintenir de bonnes relations avec la Chine puisqu'elle avait déjà entamé des pourparlers et amorcé des transactions avec elle avant même que celle-ci ne soit reconnue officiellement par le gouvernement canadien.

M. Benjamin: Je suis heureux d'entendre de tels propos de la bouche du ministre; en effet, les 7 novembre et 7 décembre, alors que je lui avais posé des questions à ce sujet, le ministre a déclaré à la Chambre que le Canadien Pacifique prétendait avoir suffisamment de matériel roulant pour assurer le transport du grain. Il est maintenant évident que le Canadien Pacifique a mal renseigné le ministre qui, à son tour, a induit la Chambre en erreur, puisque le 5 décembre le Canadien Pacifique a annoncé à la Commission canadienne du blé qu'il n'aurait pas suffisamment de wagons pour le transport du grain en 1979 et en 1980.